



Paris le 30 juillet 2019

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Cultivons les atouts du monde rural !**

« *Les espaces ruraux sont une chance pour la France. Le développement rural ne se fera pas sans agriculteurs* » affirme la Mission ruralité qui vient de remettre son rapport à la Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales en vue de l'élaboration d'un agenda rural. La FNSEA se réjouit de ce constat dont elle est intimement convaincue. Il constitue le fil conducteur de son action quotidienne.

Les propositions de la mission ruralité en matière de services au public rejoignent les revendications de la FNSEA. Il faut accorder à tous les habitants du monde rural le droit de pouvoir :

- consulter un médecin généraliste à moins de 15 minutes de leur lieu d'habitation,
- accéder au monde du numérique avec une technologie très haut débit,
- se déplacer à l'intérieur comme à l'extérieur des bassins de vie,
- disposer de commerces alimentaires de première nécessité de proximité.

Tout doit aussi être mis en œuvre pour garantir le maintien de l'enseignement élémentaire à l'échelle des communes. Un effort particulier doit être entrepris dans le domaine de l'action culturelle et sportive, particulièrement auprès des jeunes qui sont le vivier de la ruralité de demain.

Le Gouvernement qui vient, avec justesse, de décider le déploiement d'une « Maison France services » par canton d'ici à 2022 pour aider les usagers dans leurs démarches administratives doit passer la vitesse supérieure en prenant à bras-le-corps le dossier des services au public. La FNSEA souhaite, en la matière, qu'il puisse donner une suite favorable aux recommandations de la Mission ruralité.

Le cadre financier européen 2021/2027 à fixer revêt une importance particulière pour la ruralité. La mission ruralité ne s'y est pas trompée lorsqu'elle alerte sur la baisse envisagée du budget européen et particulièrement sur celui de la PAC. Sur ce dossier, le Gouvernement ne doit rien lâcher et obtenir, à minima, le maintien des budgets de la politique régionale et de la politique agricole. La FNSEA souhaite que, dans la déclinaison de la future politique régionale, des crédits soient fléchés pour le monde rural à l'instar de ce qui est déjà prévu pour la politique de la ville.

La suggestion faite par la Mission ruralité d'inscrire la notion d'espace dans la constitution rejoint là encore une demande formulée par la FNSEA depuis la mise en place de la nouvelle organisation territoriale. Tous les territoires doivent en effet pouvoir disposer d'élus de proximité qui les représentent et portent leurs projets dans les instances décisionnaires, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ; particulièrement au sein des Conseils régionaux.

La Mission ruralité peut compter sur la FNSEA pour relayer et appuyer, auprès des pouvoirs publics, les propositions faites sur les services publics et la place des territoires ruraux dans les instances représentatives.

En cette période estivale, bon nombre de nos concitoyens découvrent la diversité des territoires ruraux et les multiples aménités qu'ils réunissent. Œuvrons tous pour donner, à ceux qui voudraient franchir le pas de l'envie de vivre à la campagne\* à la décision de s'y installer, la garantie qu'ils y trouveront des services de proximité pour eux et leurs familles et qu'ils seront écoutés.

« La France est belle parce qu'elle est cultivée partout ! ». L'Agriculture est le cœur battant de la ruralité.

*\*81% des Français considèrent que vivre à la campagne représente la vie idéale selon une enquête commandée par Familles rurales*